

**SKIKDA**

# Grogne au site de Bouzaâroura à Oued G’sob

**Près d'un mois après leur recasement du site précaire de Filfila vers les logements ruraux du site Bouzaâroura de Oued G’sob, cinq familles vivent dans des conditions misérables.**

L’opération d’évacuation, qui a duré plus de 16 heures, a été exécutée par les forces de l’ordre qui étaient munis d’une liste nominative des familles concernées. Elle a été motivée par des exigences d’utilité publique : la pose de canalisations de gaz devant le poste de détente, intervenant dans le cadre de la distribution de gaz public pour la région de Filfila, mitoyennes au site précaire ou sont implantés près de 200 gourbis. «On a été évacués vers des constructions dont l’architecture se rapproche plus de hangars que de logements ruraux», nous dira l’un des habitants. Et d’enchaîner : «Pas de murs de séparation, pas de plateforme, des doubles murettes au sein des logements, une étanchéité défectueuse provoquant des infiltrations des eaux pluviales, des murs en

parpaing qui risquent de s’écrouler à tout moment, des avaloirs installés hâtivement...» Pour un autre bénéficiaire, «nous devons contribuer pour l’achèvement de nos logements avec une somme de 50 millions de cts destinés au financement du logement rural qui demeurent insuffisants : les entreprises de réalisation ont été souvent déficitaires, selon les dires des gérants de l’une d’elles». Un déplacement sur les lieux a confirmé ces propos. Les travaux de réhabilitation, ou plutôt de tentative de donner forme à une habitation décente, devront nécessiter en moyenne, selon les prévisions des nouveaux résidents, 40 millions de cts. Mission impossible, sachant que des 5 pères de famille, 2 seulement travaillent. De plus, les familles n’ont pas

de décision d’attribution ; «nous sommes des clandestins», ironise un des habitants. «Comment voulez-vous qu’on entame des travaux sans décision d’attribution ou de tout autre document justificatif ? «On peut être expulsé à tout moment», nous dira un habitant qui a engagé des travaux et craint son expulsion du jour au lendemain. D’autre part, l’un d’eux a été recasé dans une demeure appartenant à un autre, qui lui aussi ne possède aucun papier justificatif. «Pourtant, le chef de daïra nous a promis que notre situation sera régularisée incessamment, et nous a recommandé de nous rapprocher du P/APC de Filfila. «Ce dernier nous a laissés attendre durant trois heures sans daigner nous accorder une entrevue», nous ont déclaré en chœur les familles. Ce problème a été une entrave à l’installation des compteurs d’électricité. «La Sonelgaz nous a confirmé l’interdiction

d’installation de tout compteur sans être muni d’une décision d’attribution. Notre interlocuteur nous explique que c’est une instruction du wali concernant exclusivement les logements ruraux de Bouzaâroura», nous renseigne un des bénéficiaires. Pour y remédier, un des habitants a loué à raison de 200 DA/heure l’énergie électrique d’un voisin ! Joint par téléphone, le Dlep nous a déclaré : «Conformément au programme que notre direction a chapeauté, les logements devront être livrés clos et couverts, il revient aux citoyens d’achever la construction et d’effectuer les aménagements nécessaires selon leurs moyens. Les logements étaient potables, ce sont parfois les squatteurs qui ont contribué à leur dégradation. C’est le moins que je puisse dire, les missions de contrôle des entrepreneurs sont du ressort du BET et du CTC.»

**Zaïd Zoheir**

**FORUM SUR LES ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES À TLEMCEN**

## Chercheurs et fournisseurs se concertent

**Initié par la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique, le premier forum de concertation et d’échange a réuni à l’ouest du pays les directeurs de laboratoires et de recherche avec les fournisseurs d’équipements scientifiques nationaux et étrangers, notamment ceux du bassin méditerranéen.**

La communauté scientifique a retenu le thème «Pour la recherche civile». Parmi les stands des firmes nationales présentes au forum, celui de Sinal attirait l’attention aussi bien des universitaires algériens que des exposants étrangers. Contacté en marge du forum, le directeur général de Sinal, M. Sid-Ahmed Dennouni, nous dresse les contours de cette activité cruciale dans le domaine de la recherche et son impact sur l’économie nationale ; il se montre à la fois amer et optimiste pour l’avenir. Il dira : «Il nous faut asseoir une véritable stratégie de partenariat avec de véritables

professionnels d’autant plus que nous sommes bousculés par la mondialisation et notre entreprise est à même de relever le défi ; d’ailleurs, nous sommes la seule société algérienne à obtenir la certification ISO 9000-2001 dans le domaine des équipements scientifiques.» Rappelons que Sinal est implantée dans trois grandes villes du pays (Alger, Oran, Constantine) et dispose de relais à l’étranger dans le cadre d’un partenariat international. Le staff de Sinal a depuis des années arrêté une stratégie sur le long terme : le développement d’un cadre de partenariat, la prise en charge des compétences (formation et encadrement), la qualité de service et la disponibilité d’un savoir-faire. Durant l’année 2008, le groupe Dennouni dont Sinal a entamé une série de recrutements sur site universitaire en offrant des possibilités aux jeunes diplômés de faire valoir leur savoir au sein du groupe, qui leur assure une

formation complémentaire. Pour sa part, le directeur général de la recherche scientifique, M. Hafid Aourag, a été on ne peut plus clair dans son intervention inaugurale : «Il n’est pas question de dépenser les deniers publics en achetant des équipements non rentables ; notre objectif c’est d’investir dans la recherche utile, nos partenaires doivent répondre à nos besoins selon des critères fiables avec des contrats de garantie et de maintenance pour qu’un équipement soit amorti dans 10 ans. » Il ajoutera plus loin : «Le fournisseur doit assurer une formation sur site car nous avons constaté que 40% des équipements sont en panne et d’autres n’ont pas été installés.» Au final il est tout de même rassurant que MM. Aouag et Sid-Ahmed Dennouni de Sinal plaident la même cause, à savoir la recherche scientifique au service de l’économie, une économie basée sur le savoir.

**M. Zenasni**

**SENSIBILISATION À LA PRÉVENTION ROUTIÈRE À TIZI-OUZOU**

## Les Amis de la route se déploient en zone rurale

**«L’accidentalité routière vue sous tous ses angles et les mécanismes de sa prévention auprès de l’enfance et de la jeunesse» est le thème d’une campagne de sensibilisation menée en milieu scolaire depuis quelques mois par l’association.**

Les Amis de la route du Centre itinérant de la prévention routière (CIPRE) de Tizi-Ouzou où elle a mené une large campagne de sensibilisation dans les établissements scolaires de la ville avant de se décider à se redéployer en zone rurale comme ce jeudi à Illoula-ou-Malou où elle a conduit deux séances simultanées au profit de quelque 400 élèves de deux établissements des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycles. Plusieurs partenaires ont été associés à l’initiative : le secteur éducatif représenté par l’inspecteur primaire du secteur, l’APC, la maison de

jeunes, initiatrice du projet, et les services concernés de la police. Le CIPRE, qui a bénéficié dernièrement d’un financement de l’Union européenne à hauteur de 80% du projet, multiplie les démarches pour trouver d’hypothétiques sponsors, tout comme elle attend un geste salvateur des pouvoirs publics dans l’optique de combler les 20% restants du projet. Ce qui ne serait que juste récompense pour cette association qui travaille en collaboration avec les hôpitaux, la Protection civile, les services de sécurité, les

parents d’élèves et le mouvement associatif en général signant même des interventions à l’étranger avec l’envoi de délégués à Tunis et en Syrie par exemple, pour présenter l’association et compter sur des expériences internationales. Alloula-ou-Malou, l’association s’est appuyée sur les statistiques nationales et internationales sur l’accidentalité routière, l’analyse factorielle de l’accident, la vitesse, avec pour mission de réduire la fréquence et la gravité des accidents, le tout suivi de débats. Un point a été fait avec les présents et rendez-vous a été pris avec l’association pour d’autres séances de sensibilisation comme celle sollicitée par

l’inspecteur qui pense programmer une journée d’étude sur ce thème avec l’ensemble du personnel de son secteur. Unique association de ce type en Algérie, selon son président, Les amis de la route comptent lancer le concept à travers les différentes régions du pays en vue de créer un réseau de bénévoles qui auront pour mission de faire reculer les risques routiers comme on l’a constaté à travers les statistiques nationales où les accidents ont nettement diminué en 2007 (12 morts/jour) par rapport à 2006 (57 morts/jour). Ce dont se réjouit l’association dont il était attendu qu’elle présente des statistiques locales.

**S. Hammoum**

**MILA**

## La Gendarmerie nationale dresse son bilan

Dans sa première sortie devant la presse, le commandant Lakhdar Boumaâraf, nouveau responsable du groupement de la wilaya de la Gendarmerie nationale, a présenté le bilan annuel 2008, marqué surtout et comme toujours par des chiffres alarmants qui interpellent tout un chacun sur l’hécatombe des accidents de la route. En effet, les chiffres sont plus qu’inquiétants : 729 accidents qui ont provoqué la mort de 109 personnes (58 en 2006 et 87 en 2007) et ont fait 1 362 blessés. C’est dire que la situation est dramatique et va en s’aggravant, malgré toutes les mesures prises et la présence d’unités fixes et mobiles de la sécurité routière sur les axes les plus importants. Avec 5 points noirs sur les 7 recensés à travers la wilaya, le tronçon Oued-Athmania-Chelghoum-Laïd- Tadjenanet sur la RN 5, qui enregistre le passage de près de 30 000 véhicules/jour, reste le plus meurtrier avec 40,50% du nombre d’accidents survenus. Le facteur humain en est la principale cause avec 80,10% (excès de vitesse, dépassement dangereux, changement dangereux de direction, non-respect de la distance de sécurité, non-respect de la priorité...).

Ainsi, 3 587 retraits de permis, 16 984 PV de contraventions et 235 mises en fourrière ont été effectués. Du côté de la police judiciaire, 2 446 affaires ont été traitées, conduisant à l’arrestation de 2 092 personnes dont 410 ont été placées sous mandat de dépôt : crimes et délits contre les personnes, 960 cas ; crimes et délits contre les biens, 501 cas ; crimes et délits contre la famille et les mœurs, 59 cas ; falsification de documents officiels, 41 cas... Concernant la lutte contre les stupéfiants, les services de la gendarmerie ont enregistré 61 affaires qui ont permis l’arrestation de 121 personnes dont 107 ont été écrouées et la récupération de près de 2,5 kg de résine de cannabis traité et 320 comprimés de psychotropes. Toujours dans le cadre de la lutte contre la criminalité, les services de la gendarmerie ont procédé durant l’année 2008 à 74 opérations de perquisition qui ont permis l’identification de 21 017 personnes, l’arrestation de 221 recherchées, la récupération de 2 véhicules volés, la neutralisation d’un réseau composé de 6 individus spécialisés dans le vol de câbles téléphoniques (récupération de 200 kg) et d’un autre constitué de 3 individus ayant été à l’origine d’un crime crapuleux commis en date du 29/10/2009 au niveau du nouveau tronçon de la RN 5, sur le propriétaire d’une Renault Mégane, avec restitution du véhicule volé.

A signaler, enfin, que le groupement de Mila s’est doté de quelques sections spécialisées, à savoir : 3 nouvelles unités motorisées de sécurité routière, stationnées à Chelghoum-Laïd, Ferdjioa et Grarem, 1 brigade économique, 1 section de sécurité et intervention rapide et 4 brigades canines.

**A. M’haimoud**

**UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA**

## Les programmes nationaux de recherche en débat

L’université de Béjaïa accueille depuis mardi une rencontre nationale des experts nationaux chargés d’établir les contenus des programmes nationaux de recherche. La manifestation scientifique qui enregistre la participation de 120 experts nationaux vise à dégager les principaux axes de recherche nationaux tels qu’ils sont définis par la loi n°08-05 du 23 février 2008 portant loi d’orientation et de programmes à projection quinquennal sur la recherche scientifique et le développement technologique 2008/2012. Les travaux de la rencontre, qui se sont poursuivis mercredi, ont eu lieu sous forme d’ateliers répartis sur onze commissions pour débattre des contenus des différents programmes nationaux de recherche, entre autres le secteur de l’agroalimentaire, les technologies spatiales, les ressources en eau, la prévention des catastrophes naturelles et projection contre les risques majeurs, la jeunesse et les sports ainsi que la langue et la culture amazighes. L’université, qui connaît une riche activité dans le secteur de l’agroalimentaire, sera dotée, selon le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, d’un centre de recherche dédié à ce secteur et d’un centre d’innovation et de transfert de technologie. Il convient de signaler que l’université de Béjaïa possède 14 laboratoires de recherche et 450 enseignants chercheurs avec un total de quelque 90 projets de recherche. D’autres rencontres semblables sont programmées pour les 24 et 25 janvier courant à Oran, les 27 et 28 du même mois à Annaba pour débattre et définir les programmes nationaux de recherche dans les régions Est et Ouest. L’université de Biskra abritera la rencontre nationale du comité sectoriel permanent les 10 et 11 février 2009.

**A. K.**

**MASCARA**

## Les organisations en campagne pour un 3<sup>e</sup> mandat

La salle El-Feth était archi-comble mercredi dernier suite à l’appel lancé par les organisateurs pour apporter leur soutien à un 3<sup>e</sup> mandat de Abdelaziz Bouteflika. Se succédèrent pour prendre la parole les représentants de l’Onem, de l’Onec, l’UGTA, l’UNPA, des enfants de moudjahidne, des SMA, de l’Association des victimes du terrorisme et de l’UNFA. La représentante de cette dernière dira : «Nous sommes déjà en campagne même si Bouteflika ne s’est pas encore clairement prononcé.» Un communiqué de soutien sera lu pour la circonstance à travers lequel lesdites associations déclarent qu’il est de leur devoir d’apporter leur soutien à Bouteflika pour la prochaine élection présidentielle.

**M. Meddeber**